



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 JUILLET 1905.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2075

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, en date du 30 juin 1905, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Chicoutimi.—MM. Frs. Cossete et Aubert Hamel, tous deux cultivateurs, de Normandin, comté du Lac Saint-Jean.

District de Montréal.—M. Charles Allen Smart, 33, avenue Sussex, de la cité de Montréal, gérant, M. Ernest Lavigne, gentilhomme, de la cité de Montréal.

District de Terrebonne.—M. Edouard Gagné, gérant, de 16, P. O. Island Lake, dans le canton Harrington et Union, comté d'Argenteuil.

District de Québec.—M. Aimé Talbot, député greffier de la Couronne et député greffier de la paix, de la cité de Québec, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Québec. 2509

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, en date du 4 juillet 1905, de nommer MM. Antoine Longpré, médecin, de Papineauville, Joseph T. Damien Fontaine, médecin, de Maniwaki, et H. F. Lyster, médecin, de la cité de Hall, conjointement coroner pour le district d'Ottawa. 2543

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th JULY, 1905.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2076

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, dated the 30th June, 1905, to associate to the commission of the peace for the district of Chicoutimi.—Messrs. Frs. Cossete and Aubert Hamel, both farmers, of Normandin, county of Lake Saint John.

District of Montreal.—Mr. Charles Allen Smart, 33, Sussex avenue, of the city of Montreal, manager, Mr. Ernest Lavigne, gentleman, of the city of Montreal.

District of Terrebonne.—Mr. Edouard Gagné, manager, of 16, P. O. Island Lake, in the township Harrington and Union, county of Argenteuil.

District of Quebec.—Mr. Aimé Talbot, deputy clerk of the Crown and deputy clerk of the peace, of the city of Quebec, a justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Quebec. 2510

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased, on the 4th of July, 1905, to appoint Messrs. Antoine Longpré, physician, of Papineauville, Joseph T. Damien Fontaine, physician, of Maniwaki, and H. F. Lyster, physician, of the city of Hall, joint coroner for the district of Ottawa. 2544

No 1088 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 7 juillet courant, 1905, de renommer le Révd. B. Watkins, de Québec, membre de la commission scolaire protestante de la cité de Québec, son terme d'office étant expiré.

2515

Proclamation

Canada
Province de }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

2219

No. 1088 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of July instaut, 1905, to re-appoint the Revd. B. Watkins, of Quebec, a member of the protestant school commission of the city of Quebec, his term of office having expired.

2516

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and five, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HERRIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWELFTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2220

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Aetna Life Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. T. H. Christmas, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 7 juillet 1905.

La compagnie "The Booth Copper Company of Toronto, Limited," a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frederick P. Miller, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 7 juillet 1905.

La compagnie "The Traders Fire Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Carson, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 7 juillet 1905.

La compagnie "The London and Lancashire Life Assurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Benjamin Hollowell Brown, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 8 juillet 1905.

La compagnie "The Traveler Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. F. F. Parkins, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 8 juillet 1905.

2507

La compagnie "The Phoenix Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John William Tatley, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 10 juillet 1905.

2519

Government Notice

The "Aetna Life Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. T. H. Christmas, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 7th July, 1905.

The "Booth Copper Company of Toronto, Limited," has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederick P. Miller, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 7th July, 1905.

The "Traders Fire Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John Carson, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,

Assistant Provincial secretary

Quebec, 7th July, 1905.

The "London and Lancashire Life Assurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Benjamin Hollowell Brown, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 8th July, 1905.

The "Traveler Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. F. F. Parkins, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 8th July, 1905.

2508

The "Phoenix Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceeding instituted against it, is Mr. John William Tatley, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 10th July, 1905.

1520

La compagnie "American Surety Company of New York" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Fred. W. Evans, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 10 juillet 1905. 2521

La compagnie "Canadian Gas and Oil Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Yamachiche.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. A. N. Bellemare, de Yamachiche.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 11 juillet 1905. 2541

No 1633.04.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le trentième jour d'août prochain, 1905, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,
Secrétaire.

Québec, 15 juillet 1905. 2517

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juillet 1905, incorporant MM. Marcus Auerbach, agent financier, Samuel William Tilden, gérant, Norris P. Bryant, courtier, Joseph Oscar Lalonde, inventeur, et Seth P. Leet, avocat et conseil du Roi, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : acquérir par toute manière légale, des patentes d'invention et en disposer, ou devenir locataires et bailleurs d'icelles, et en général de posséder toutes patentes d'invention, en faire le commerce et en disposer, manufacturer, vendre, acheter ou posséder autrement toutes machines, constructions ou objets pour lesquels les dites patentes peuvent être obtenues ou pouvant en faire partie ou y ayant rapport, en disposer et en faire le commerce ; former et organiser des compagnies auxiliaires, pour la mise en opération des susdits objets de cette compagnie, dans tout autre pays, état, province ou territoire, et y posséder du stock, en général de faire toutes les susdites choses aussi parfaitement et librement qu'une personne peut le faire, sous le nom de "The Lightning Cashier Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000 00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dixième jour de juillet 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2523

The "American Surety Company of New York" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Fred. W. Evans, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 10th July, 1905. 2522

The "Canadian Gas and Oil Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Yamachiche.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. A. N. Bellemare, of Yamachiche.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 11th July, 1905. 2542

No. 1633-04.

DEPARTEMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval normal school, in Quebec, on Wednesday, the thirtieth day of August next, 1905, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the twentieth day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

PAUL DE CAZES,
Secretary.

Quebec, 15th July, 1905. 3518

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1905, incorporating Messrs. Marcus Auerbach, financial agent, Samuel William Tilden, manager, Norris P. Bryant, broker, Joseph Oscar Lalonde, inventor, and Seth P. Leet, advocate and King's counsel, all of the city of Montreal ; for the following purposes, viz : to acquire and dispose of in any lawful manner patents of invention, or to become lessees and lessors thereof and in general, to hold, dispose of and deal in all patents of invention, to manufacture, sell, purchase, or otherwise hold and dispose of and deal in all machines, constructions or objects for which said patents may be obtained, or of which they may form a part or be auxiliary thereto ; to form and organize subsidiary or auxiliary companies, to carry out the aforesaid objects of this company, in any other country, state, province or territory, and to hold stock therein, in general, to do any of the aforesaid things as fully and freely as a person might do, by the name of "The Lightning Cashier Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this tenth day of July, 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1524

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Raoul Dumouchel, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis Napoléon Dumouchel, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité et district de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

2505 L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 juillet 1905.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton Turgeon, dans le comté de Labelle, le troisième jour de janvier 1905, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du canton Turgeon, dans le comté de Labelle, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

2513 GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE QUÉBEC.

(Extrait de la Loi 1, Ed. VII, chap. 31, sec. 3, art. 16).

16. La recommandation des patrons et des employés relativement aux personnes à nommer membres des Conseils d'Arbitrage s'obtient en la manière ci-après déterminée :

(a) Pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les patrons, chaque patron de la province, employant au moins dix personnes, a droit à un vote ; toute association de la province, constituée ou non en corporation, représentant les intérêts des patrons, dont chaque membre emploie au moins dix personnes, a droit à un vote ; toute chambre de commerce de la province légalement constituée a droit à un vote.

(b) Pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les employés comme membre du Conseil d'Arbitrage en matière étrangère aux chemins de fer, toute association ouvrière ou de travail, toute assemblée de district de chevaliers du travail, tout conseil fédéré des ouvriers en bâtiments, toute union ouvrière légalement constituée en corporation, toute association d'ouvriers d'une industrie principalement constituée pour s'occuper et s'occuper réellement et *bona fide* de la fixation des salaires et des heures de travail, a droit à un vote.

AVIS.

En conformité des dispositions de la "Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industrielles", toutes associations ou personnes ayant droit de voter pour le choix d'un membre de l'un ou de l'autre des Con-

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Raoul Dumouchel, notary public, practising and residing in the city and district of Montreal, by which he asked for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Napoleon Dumouchel, in his lifetime notary public, practising in the said city and district of Montreal, pursuant to the provisions of the notarial code.

2506 L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th July, 1905.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the township of Turgeon, in the county of Labelle, on the third day of January, 1905, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Québec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the township of Turgeon, in the county of Labelle, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Québec, be henceforth published in the french language only.

2514 GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT.

(Extrait from Statute 1, Ed. VII, chap. 31 sect 3, art. 16).

16. The recommendation of employers and employees as to the persons to be appointed as members of the Councils of Arbitration respectively is ascertained as follows :

(a) For the selection of the person to be recommended by the employers, every employer in the province, having at least ten persons in his employment, is entitled to one vote ; every organization in the province, whether incorporated or unincorporated, representing the interests of employers, each member of which has at least ten persons in his employment, is entitled to one vote ; every Board of Trade in the province legally constituted is entitled to one vote.

(b) For the selection of the person to be recommended by employees as a member of the council of arbitration in matters foreign to railways, every trade and labor council, every district assembly of the knights of labor, every federated council of building trades, every lawfully incorporated trade union, every organization of wage earners of an industrial calling primarily constituted, and actually and *bona fide* operated for the regulation of the wages and hours of labor, is entitled to one vote.

NOTICE.

Pursuant to the provisions of the "Act respecting Councils of Conciliation and of Arbitration for settling Industrial Disputes," all associations or persons entitled to vote in the selection of a member for either Council, are hereby requested to give

seils, sont notifiées par les présentes d'avoir à communiquer au soussigné leur nom et adresse postale, le ou avant le premier jour d'août 1905.

FÉLIX MAROIS,
Greffier des Conseils de Conciliation
et d'Arbitrage.

Département des Travaux Publics,
Québec, 19 juin 1905. 2281-3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a

their name and postal address to the undersigned, on or before the first day of August, 1905.

FELIX MAROIS,
Clerk of the Councils of Conciliation
and of Arbitration.

Department of Public Works,
Quebec, 19th June, 1905. 2282

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amend.

des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent la réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2071

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

ments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

2072

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Office, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant a circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, et que les noms des localités où elles veulent ope

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

F. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Privates Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2073

Greffier de l'Assemblée Législative.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2074

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 3142.

Dame Emilie Lapointe, de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur, dit district, épouse commune en biens de Joseph Simard, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, le 20 mai dernier, une action en séparation de biens contre le dit Joseph Simard, son époux.

TESSIER, FISET & TESSIER,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 7 juillet 1905. 2511

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2567.

Dame Lea Kimmerman, Demanderesse ;
vs
Abraham Fred, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la susdite cause.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Procureurs de la demanderesse
Montréal, 15 juin 1905. 2379-3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No 3142.

Dame Emilie Lapointe, of the parish of Saint-Jacques le Majeur, said district, wife common-law to property of Joseph Simard, of the same place, trader, duly authorized to appear in a judicial proceedings, has instituted on the 20th of May last, an action for separation of property against the said Joseph Simard, her husband.

TESSIER, FISET & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 7th July, 1905. 2512

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2567.

Dame Lea Kimmerman, Plaintiff ;
vs
Abraham Fred, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in the above case.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th June, 1905. 2380

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2424.

Marie Lafortune, épouse d'Euclide Morin, contracteur, tous deux de la cité de Saint-Henri, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

J. B. BISSONNETTE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 22 mai 1905. 2343-4

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 111.

Dame Marie-Louise-Rose-Anna Bonneau, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, épouse de Jacques Arthur Bonneau, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jacques Arthur Bonneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le douzième jour de juin courant, et sera rapportée le vingt courant.

J. S. MESSIER,
Procureur de la demanderesse.

Saint-Jean, 16 juin 1905. 2275-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2475.

Dame Lizay O'Reilly, de la ville d'Outremont, dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Michel Calvé, du même lieu.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 31 mai 1905. 2235-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2613.

Dame Amelia Jemima Little, de Westmount, dit district, épouse commune en biens de William Alexander Dickson, du même lieu, manufacturier, judiciairement autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit William Alexander Dickson, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

PATTERSON & BROWN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 3 juillet 1905. 2487-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 81.

In re Dame Albina Maynard, veuve A. Lussier,
Faillie ;

et

Albert Jodoin, Curateur.

Un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 31 juillet 1905, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No 68, rue Sainte-Anne, Saint-Hyacinthe.

ALBERT JODOIN,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 10 juillet 1905. 2525

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de L. P. Ferland, de Québec, marchand de meubles, insolvable, le 27 juin 1905.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2424.

Marie Lafortune, wife of Euclide Morin, contractor, both of the city of Saint Henry, has taken, this day, an action in separation from board and bed against her husband.

J. B. BISSONNETTE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1905. 2344

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 111.

Dame Marie-Louise-Rose-Anna Bonneau, of the town of Iberville, in the district of Iberville, wife of Jacques Arthur Bonneau, butcher, of the same place, duly authorized to institute the present action,
Plaintiff ;

vs

The said Jacques Arthur Bonneau, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, the 12th of June instant, and will be returned on the 20th instant.

J. S. MESSIER,
Attorney for plaintiff.

Saint John's, 16th June, 1905. 2276

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2475.

Dame Lizay O'Reilly, of the town of Outremont, said district, has, to day, taken an action in separation as to property against Michel Calvé, her husband, of the same place.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st May, 1905. 2236

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2613.

Dame Amelia Jemima Little, of Westmount, said district, wife common as to property of William Alexander Dickson, of the same place, manufacturer, judicially authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said William Alexander Dickson,
Defendant.

An action for separation as to property was, this day, instituted by plaintiff against defendant.

PATTERSON & BROWN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd July, 1905. 2488

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 81.

In re Mrs. Albina Maynard, widow A. Lussier,
Insolvent ;

and

Albert Jodoin, Curator.

A dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the thirty first day of July, 1905, after which date the dividends are payable at my office, No. 68, Sainte Anne street, Saint Hyacinth.

ALBERT JODOIN,
Curator.

Saint Hyacinth, 10th July, 1905. 2526

Notice is given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of L. P. Ferland, of Quebec, dealer in furniture, insolvent, on the 27th of June, 1905.

Creditors of said insolvent are required to file

produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU
2527 Curateurs conjoints.

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.
Dame C. Harper, Requéant cession ;

vs

Auguste D'Amour, Insolvable.
Avis est par les présentes donné que Auguste D'Amour, hôtelier, de la cité de Hull, a consenti le 7 juillet 1905, à faire cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et j'ai été dûment nommé gardien provisoire par la cour.

F. ALB. LABELLE.
Hull, 10 juillet 1905. 2563

District d'Arthabaska.

In re G. A. Drouin, marchand, Drummondville,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 31 juillet 1905, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 juillet 1905. 2555

District de Québec.

In re George Bergeron, épicier, Québec,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11 juillet 1905, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 13 juillet 1905. 2553

District de Québec.

In re Delphis Coulombe, marchand, Villeroy,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11 juillet 1905, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 12 juillet 1905. 2557

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Dame Odile Maillet et vir,
Faillis ;

et

James B. Caverhill et al, Créanciers.
Avis est par le présent donné que le 12e jour de juillet 1905, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens de la dite Dame Odile Maillet, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées dans mon bureau, 7, Carré Place d'Armes, Montréal, sous trente jours de cette date.

A. LANGTRY,
Curateur.

Montréal, 12 juillet 1905. 2561

their claims duly sworn, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2528 Joint curators.

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court
Dame C. Harper, Petitioner for assignment ;

vs

Auguste D'Amour, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 7th day of July, 1905, Auguste D'Amour, of the city of Hull, hotel-keeper, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and I have been appointed provisional guardian by the court.

F. ALB. LABELLE.
Hull, 10th July, 1905. 2564

District of Arthabaska.

In re G. A. Drouin, merchant, Drummondville,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 31st July, 1905, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 13th July, 1905. 2556

District of Québec.

In re George Bergeron, grocer, Québec,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 11th July, 1905, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty day from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 13th July, 1905. 2554

District of Québec.

In re Delphis Coulombe, merchant, Villeroy,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 11th July, 1905, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 12th July, 1905. 2558

Province of Québec, }
District of Montréal. } Superior Court.

In the matter of Dame Odile Maillet et vir,
Insolvents ;

and

James B. Caverhill et al, Creditors.
Notice is hereby given that on the 12th day of July, 1905, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Dame Odile Maillet, who has made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed at my office, 7, Place d'Armes Square, Montreal, within thirty days from this date.

A. LANGTRY,
Curator.

Montreal, 12th July, 1905. 2562

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 1.
In re Calixte Gaucher, père, cultivateur, de la paroisse de Saint-Damase, district de Saint-Hyacinthe,
Requérant cession ;

vs
Jean-Baptiste Gaucher, hôtelier et commerçant, de la cité de Saint-Hyacinthe, dit district,
Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, en la dite cité de Saint-Hyacinthe.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat du gardien provisoire.
Saint-Hyacinthe, 10 juillet 1905. 2559

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 70.

George Bothamley *et al*, commerçants, de Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Davidson, en date du 6 juillet 1905, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, No 34, Dowd street, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

HENRY C. RUSSELL,
Curateur.
No 34, Dowd street, Montréal.
Montréal, 11 juillet 1905. 2539

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
In re C. B. Desrochers & Cie, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après le 31 juillet 1905.

Toute contestation à ce dividende doit être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.
P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques. 2529

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 1.
In re Calixte Gaucher, senior, farmer, of the parish of Saint Damase, district of Saint Hyacinth.
Petitioner for assignment ;

vs
Jean Baptiste Gaucher, hotelkeeper and dealer, of the city of Saint Hyacinth, said district,
Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Saint Hyacinth aforesaid.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for provisional guardian.
Saint Hyacinth, 10.h July, 1905. 2560

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 70.

George Bothamley *et al*, traders, of Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Honorable judge Davidson, dated the 6th July, 1905, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, No 34, Dowd street, within thirty days from the date of the present notice.

HENRY C. RUSSELL,
Curator.
No. 34, Dowd street, Montreal.
Montreal, 11th July, 1905. 2540

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re C. B. Desrochers & Co., Insolvents.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our offices, 180, Saint James street, on or after the 31st July, 1905.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.
P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street. 2530

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS,
Cour Supérieure—District de Beauce.

Province de Québec, }
Beauce, à savoir : } GEORGE H. ALLAN,
No 18. } Demandeur, saisi, H.
CYRILLE VILLENEUVE,
Défendeur, saisissant.

Un moulin et ses accessoires, construit sur le lot numéro quarante-un (41), du dixième rang du cadastre de Saint-Méthode d'Adstock, terre de Archélas Bolduc.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode d'Adstock le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,
Shérif.
Bureau du shérif,
Village Saint-Joseph, Beauce, 10 juillet 1905. 2531

[Première publication, 15 juillet 1905.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS,
Superior Court.—District of Beauce.

Province of Quebec, }
Beauce, to wit : } GEORGE H. ALLAN,
No. 18. } Plaintiff, seized, H.
CYRILLE VILLENEUVE,
Defendant, seizing :

A mill and its accessories, built on the lot number forty one (41), of the tenth range of the cadastre of Saint Methode d'Adstock, the lot of Archélas Bolduc.

To be sold at the church door of the parish of Saint Methode d'Adstock, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Village of Saint Joseph, Beauce, 10th July, 1905. 2532

[First published, 15th July, 1905.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Gaspé, siégeant à New Carlisle, dans et pour le comté de Bonaventure.

Canada, } **JOHN PHILIP LE**
Province de Québec, } **GRAND, de Paspébiac,**
No 1877. } dans le comté de Bonaventure, marchand, Demandeur; contre **ALFRED OUELLET, de Paspébiac susdit, cordonnier, Défendeur.**

Le droit de reméré du dit Alfred Ouellet, sur les terres et tenements sus mentionnées, à savoir :

1° Sur la moitié partie indivise d'un acre de terre de front sur un acre de profondeur, situé dans le premier rang de Paspébiac, dans le canton de Cox; borné en front par le chemin du Roi, en arrière par Jérôme Huard ou ses représentants, à l'est par C. Robin Collas Co. Ltd., à l'ouest par un chemin privé du dit Jérôme Huard, le dit lot maintenant connu comme lot de cadastre No 196, du canton de Cox, dans le comté de Bonaventure—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Aussi un certain morceau de terre situé à Paspébiac susdit, acheté par Alfred Ouellet de Jérôme Huard, contenant un demi acre de front sur un acre et demi de profondeur, immédiatement en arrière ou au nord du lot ci-dessus décrit, étant connu sous le numéro de cadastre 198, du dit canton de Cox—circonstances et dépendances.

Le dit droit de reméré du dit Alfred Ouellet sur les propriétés ci-dessus désignées sont plus au long décrites dans un certain acte notarié signé par W. T. Smith, Alfred Ouellet, C. Robin Collas Co. Ltd., passé devant M^{re} P. C. Beauchesne, notaire public, à Paspébiac, le septième jour de juillet 1904, et enregistré le jour suivant sous le No 654.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Paspébiac, dans le dit comté de Bonaventure, **LUNDI, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET prochain (1905), à ONZE heures de l'avant-midi.**

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
New Carlisle, 20 juin 1905. 2315-2
[Première publication, 24 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint Jean, à savoir : } **LA VILLE DE SAINT-**
Nos 223-294. } **JEAN, corps politique**

et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse par reprise d'instance; contre **ALEXANDER EDWARD MACDONALD, bourgeois, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, en sa qualité d'héritier de son père feu Duncan Macdonald, en son vivant bourgeois et commerçant, de la dite ville de Saint-Jean, Défendeur par reprise d'instance, dans une cause portant le No. 223 des dossiers de la cour supérieure du dit**

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court for the district of Gaspé, sitting at New Carlisle, in and for the county of Bonaventure.

Canada, } **JOHN PHILIP LE**
Province of Quebec, } **GRAND, of Paspe-**
No. 1877. } **biac, in the county of Bon-**
aventure, merchant, Plaintiff; against **ALFRED OUELLET, of Paspebiac aforesaid, shoemaker, Defendant.**

The right of redemption of the said Alfred Ouellet, on the undermentioned lands and tenements, to wit :

1. On the half undivided part of an acre of land in front by an acre in depth, situate in the first range of Paspebiac, in the township of Cox; bounded in front by the Kings highway, in rear by Jerome Huard or his representatives, to the east by C. Robin Collas Co. Ltd, to the west by a private road of the said Jerome Huard, the said lot now known as the cadastral lot No 196, of the township of Cox, in the county of Bonaventure—with the buildings thereon erected.

2. Also a certain piece of land situate in Paspebiac aforesaid, bought by Alfred Ouellet from Jerome Huard, containing half an acre in front by one and a half acre in depth, immediately to the rear or north of the lot above described, being known under the cadastral number 198, of the said township of Cox—circumstances and dependencies.

The said right of redemption (*à reméré*) of the said Alfred Ouellet on the above described properties will more fully appear by a certain notarial deed signed by W. T. Smith, Alfred Ouellet, C. Robin Collas Co. Ltd, passed before M^{re} P. C. Beauchesne, notary public, at Paspebiac, on the seventh day of July, 1904, and registered on the following day under the No. 654.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Paspebiac, in the said county of Bonaventure, on **MONDAY, the THIRTY FIRST day of JULY next (1905), at the hour of ELEVEN in the forenoon.**

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Shérif.
New Carlisle, 20th June, 1905. 2316
[First published, 24th June, 1905].

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **THE TOWN OF SAINT**
Nos. 223-294. } **JOHNS, body politic**

and corporate, having its place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff by continuance of suit; against **ALEXANDER EDWARD MACDONALD, gentleman, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, in his capacity of heir of his father the late Duncan Macdonald, in his lifetime gentleman and trader, of the said town of Saint Johns, Defendant by continuance of suits, in a cause bearing the No. 223 of the records of the superior court of the**

district d'Iberville, dans laquelle la ville de Saint-Jean, était demanderesse principale, et Duncan MacDonald et le dit Alexander Edward MacDonald étaient défendeurs, et portait le No 294 des dossiers de la dite cour, dans laquelle la dite ville de Saint-Jean était demanderesse par reprise d'instance, et le dit Alexander Edward MacDonald, défendeur par reprise d'instance.

1° Un lopin de terre situé à l'angle nord-ouest des rues Grant et Saint-Georges, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cinq cent vingt quatre (No 524)—avec la poterie, les fours, les bouilloires, arbres de transmission et autres machineries attenants à la dite poterie, et les autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2° Un certain lot de terre situé entre les rues Grant et Saint-Jean, dans la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels comme partie des lots numéros cinq cent vingt-cinq et cinq cent vingt-six (partie des Nos 525 et 526), de la contenance de cent quarante-quatre pieds de largeur sur la profondeur de soixante et huit pieds dans la ligne nord, et soixante et deux pieds dans la ligne sud, mesure française; borné vers l'est par le sudit lot No 524, vers l'ouest par le résidu des dits lots Nos 525 et 526 et par le lot No 530, au côté nord par le lot No 522, et au côté sud par les lots Nos 527 et 528, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses et fours dessus construits.

3° Un morceau de terre situé au côté sud de la dite rue Saint-George et entre les dites rues Grant et Saint-Jean, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sous les numéros cinq cent trente-deux et cinq cent trente-trois (Nos 532 et 533)—avec les bâtisses, entrepôts de vaisselle et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, (les lopins de terre en premier et second lieu décrits, seront vendus comme un seul et même lot), le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 12 juillet 1905. 2549
[Première publication, 15 juillet 1905].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } LA SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE, un corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; contre les terres et tenements de DEMOISELLE ROSILDA LACOUTURE, fille majeure, de la cité et du district de Montréal, et dame Alphonsine Lacouture, de la paroisse de Saint-Luc, dans le district d'Iberville, épouse séparée de biens de Joseph Lavoie, journalier, du même lieu, de ce dernier dûment autorisée à ester en justice, et le dit Joseph Lavoie, aux présentes pour les fins de telle autorisation, Défendeurs.

1° Un morceau de terre situé sur la deuxième concession sur la rivière Richelieu, en la paroisse de Saint-Luc, dans le district d'Iberville, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Luc, sous le numéro quarante et un (No 41), contenant cette dite partie du No 41, un arpent et demi de largeur sur environ deux arpents de longueur, plus ou moins; borné à un bout à l'ouest par le chemin public, à l'autre bout à l'est par le trait carré des terres de la première concession sur la rivière Richelieu, d'un côté au nord par partie du lot No

said district of Iberville, in which the town of Saint Johns, was plaintiff, and Duncan MacDonald and Alexander Edward MacDonald were defendants, and bearing the number 294 of the records of the said court, in which the said town of Saint Johns was plaintiff by continuance of suit, and the said Alexander Edward MacDonald, defendant by continuance of suit.

1. A piece of ground situate at the north west corner of Grant and Saint George streets, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number five hundred and twenty four (No. 524)—with the pottery, kilns, boilers, shafts and other machineries fixed to the said pottery, and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another piece of ground situate between Grant and Saint John streets, in the said town of Saint Johns, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference as part of the lots numbers five hundred and twenty five and five hundred and twenty six (part of Nos. 525 and 526), containing one hundred and forty four feet in width by the depth of sixty eight feet in the north line, and seventy two feet in the south line, french measure; bounded towards the east by the aforesaid lot No. 524, towards the west by the remainder of the said lots Nos. 525 and 526 and by the lot No. 530, to the north by the lot No. 522, and to the south side by the lots Nos. 527 and 528, of the said official plan and book of reference—with the buildings and kilns thereon erected.

3. A piece of ground situate on the south side of the said Saint George street and between the said Grant and Saint John streets, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference, under the numbers five hundred and thirty two and five hundred and thirty three (Nos. 532 and 533)—with the houses, warehouses and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, (the pieces of ground firstly and secondly described, will be sold as one and only lot), on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

L. MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 12th July, 1905. 2550
[First published, 15th July, 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville

Saint Johns, to wit : } THE PERMANENT BUILDING SOCIETY OF THE DISTRICT OF IBERVILLE, a body politic and corporate, having its place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; against the lands and tenements of MISS ROSILDA LACOUTURE, spinster, of the city and district of Montreal, and Dame Alphonsine Lacouture, of the parish of Saint Luke, in the district of Iberville, wife separated as to property of Joseph Lavoie, laborer, of the same place, of the latter duly authorized to ester en justice, and the said Joseph Lavoie to these presents for the purpose of such authorization, Defendants.

1. A piece of ground situate on the second concession on the river Richelieu, in the parish of Saint Luke, in the district of Iberville, forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Luke, under the number forty one (No 41), containing this said part of the No. 41, one arpent and a half in width by about two arpents in length, more or less; bounded at one end to the west by the public road, at the other end and to the east by the boundary line of the lands of the first concession on the river Richelieu, on the north side by a part

38, et de l'autre côté au sud par l'autre partie du dit lot No 41—sans bâtisses.

2° Un autre morceau de terre situé au même lieu, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Luc, sous le numéro trente-neuf (No 39), contenant environ soixante et neuf arpents en superficie—sans bâtisses.

3° Un autre morceau de terre situé au même lieu, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro quarante-quatre (44), de la contenance d'un arpent de front sur six arpents de profondeur, plus ou moins—avec maison, granges, et autres bâtisses dessus construites.

4° Une terre située sur la première concession sur la rivière Richelieu, en la paroisse de Saint-Luc susdite, connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro vingt-quatre (24), contenant quatre arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Luc, le QUINZIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS MAYRAND,

Bureau du Shérif.

Saint-Jean, 12 juillet 1905.

[Première publication, 15 août 1905.]

Shérif.

2547

of the lot No. 38, and on the other side to the south by the other part of the said lot No 41—without buildings.

2. An other piece of ground situate at the same place, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference of the parish of Saint Luke, under the number thirty nine (No 39), containing about sixty-nine arpents in superficies—without buildings.

3. An other piece of ground situate at the same place, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference, under the number forty four (No 44), containing one arpent in front by six arpents in depth, more or less—with a house, barns and other buildings thereon erected.

4. A farm situate on the first concession on the river Richelieu, in the parish of Saint Luke aforesaid, known and designated on the said official plan and book of reference, under the number twenty four (No 24), containing four arpents in width by thirty arpents in depth, more or less—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Luke aforesaid, on the FIFTEENTH day of the month of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS MAYRAND,

Sheriff's Office,

Saint Johns, 12th July, 1905.

[First published 15th July, 1905.]

Sheriff.

2548

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **FRANCOIS GRAND-**
No 3372. } **MAISON, Demandeur;**

vs. les immeubles de **NAPOLEON DESGAGNÉS,**
Défendeur, à savoir :

1° Toute la propriété immobilière d'un système d'aqueduc avec tous les tuyaux de fer ou de bois et tous accessoires d'icelui, courbes, réductions, embranchements tel qu'il est actuellement construit dans et pour le village de Cabano, avec tous les droits de prises et conduites d'eau, de passage, franchise, privilèges et tous autres droits et concessions que peut avoir le dit défendeur sur les lots de terre numéros (16 et 21) seize et vingt et un, du cadastre de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! et dans le dit village de Cabano, dans le comté de Témiscouata, qu'il a acquis, notamment de Jean Pelletier, par acte du dix-neuf juin 1903, passé devant Mre C. F. Beaulieu, notaire—circonstances et dépendances.

2° Un circuit de terre situé en la paroisse de Saint-Paschal, en le comté de Kamouraska, d'environ sept arpents en superficie, faisant partie du lot numéro (256) deux cent cinquante-six, du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Paschal; borné au nord à Hector Lachance et partie à Auguste Dionne, au sud et au sud-ouest à Alexis Richard, et au nord-est à Luc Paradis.

3. Un emplacement situé au même endroit, d'environ un arpent de front sur la même profondeur, étant le numéro (261) deux cent soixante et un, du dit cadastre de Saint-Paschal—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A charge par l'acquéreur de cet emplacement de payer aux héritiers de feu Ovide Ouellet, une rente annuelle constituée de douze piastres, payable le ou vers le quinze de mai de chaque année.

Pour être vendus, les deuxième et troisième lots,

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **FRANCOIS GRAND-**
No. 3372. } **MAISON, Plaintiff; vs.**

the immovables of **NAPCLEON DESGAGNÉS,**
Defendant, to wit :

1. All the immovable property of a water works with all the pipes-iron or wooden and all the accessories thereof, curves, reductions, branches, such as it is actually constructed, in and for the village of Cabano, with all the rights of taking in and conveying water, rights of passage, franchise, privileges and all other rights and concessions which the said defendant may have on the lots of land numbers (16 and 21) sixteen and twenty one, of the cadastre of the parish of Saint Louis du Ha! Ha! and in the said village of Cabano, in the county of Témiscouata, which he has acquired especially from Jean Pelletier, by deed of the nineteenth of June, 1903, passed before Mre C. F. Beaulieu, notary—circumstances and dependencies.

2. A circuit of land situate in the parish of Saint Paschal, in the county of Kamouraska, of about seven arpents in area, forming part of the lot number (256) two hundred and fifty six, of the official cadastre of the said parish of Saint Paschal; bounded on the north by Hector Lachance and partly by Auguste Dionne, on the south and south west by Alexis Richard, and on the north east by Luc Paradis.

3. A lot situate at the same place, of about one arpent in front by the same depth, being number (261) two hundred and sixty one, of the said cadastre of Saint Paschal—with a house, a barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge upon the purchaser of this lot of paying to the heirs of the late Ovide Ouellet, a constituted yearly rent of twelve dollars, payable on or about the fifteenth of May of every year.

To be sold, the second and third lots at the

à la porte de l'église de Saint-Paschal, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain, et le premier lot, à la porte de l'église de Saint-Louis du Ha! Ha!, le SEIZIÈME jour d'AOUT aussi prochain, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,
Bureau du shérif, Shérif,
Fraserville, 10 juillet 1905. 2533
[Première publication, 15 juillet 1905.]

church door of the parish of Saint Paschal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, and the first lot, at the church door of Saint Louis du Ha! Ha!, on the SIXTEENTH day of AUGUST also next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff,
Fraserville, 10th July 1905. 2534
[First published, 15th July, 1905.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME FLORENCE JANE
No 2760. } D TIFFIN, épouse dument
séparée de biens de Arthur Crewe, du village de Ahuntsic, et ci-devant dans la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le district de Montréal, gentilhomme, et le dit Arthur Crewe, afin d'autoriser et assister sa dite épouse à l'effet des présentes, Demanderesse; contre les terres et tenements de FREDERICK BINMORE, ci-devant des cité et district de Montréal, gentilhomme, maintenant de Fort Steel, dans la province de la Colombie Anglaise, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans le village de Ahuntsic, dans la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga et district de Montréal, connu et désigné sur le plan de subdivision dument fait et déposé comme lot de subdivision numéro sept, du lot officiel numéro deux cent cinquante-deux (252-7), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, et lot de subdivision numéro six, du lot numéro officiel deux cent cinquante-trois (253-6), du dit plan officiel, les dits lots officiels étant contigus et faisant front sur l'avenue Somerville, et contenant ensemble une superficie totale de huit mille neuf cent soixante et deux (8962), pieds carrés, mesure anglaise—sans aucune bâtisse sus-érigée, avec le droit de passage en tout temps dans et sur les avenues mentionnées sur le dit plan de subdivision, les dites deux subdivisions ne formant qu'un seul lot.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 11 juillet 1905. 2535
[Première publication, 15 juillet 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LUDGER LAROSE, ar-
No 1508. } tiste-peintre, de la ville
de Saint-Louis, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de FELIS LEBRUN, de Verdun, dit district, Défendeur.

Un lot de terre situé en la municipalité de Verdun, comprenant vingt-cinq pieds de front par cent douze pieds et six pouces de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Ethel, connu et désigné sous le numéro deux cent vingt-six, de la subdivision du dit lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-226), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal. Avec réserve d'un droit de passage de huit pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur en faveur du lot numéro deux cent vingt-sept (227), de la même subdivision trois mille quatre cent cinq (3405)—sans bâtisses. Le propriétaire du dit lot numéro deux cent vingt-six (226), a droit sans indem-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME FLORENCE JANE
No. 2760. } D TIFFIN, wife duly separated as to property of Arthur Crewe, of the village of Ahuntsic, and formerly in the parish of Sault au Recollet, in the district of Montreal, gentleman, and the said Arthur Crewe, to authorize and assist his said wife herein, Plaintiff; against the lands and tenements of FREDERICK BINMORE, heretofore of the city and district of Montreal, gentleman, now of Fort Steel, in the province of British Columbia, Defendant.

That piece or parcel of land situate in the village of Ahuntsic, in the parish of Sault au Recollet, in the county of Hochelaga and district of Montreal, known and distinguished on the subdivision plan duly made and filed as subdivision lot number seven, of lot official number two hundred and fifty two (252-7), on the official plan and book of reference of said parish, and subdivision lot number six, of lot official number two hundred and fifty three (253-6), of said official plan, said official lots being contiguous and fronting on Somerville avenue, and containing together a total superficial area of eight thousand nine hundred and sixty two (8962) square feet, english measure—without any building thereon erected, with the right of way at all times by and through the avenues shown on the said subdivision plan, the said two subdivisions forming only one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 11th July, 1905. 2536
[First published, 15th July, 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LUDGER LAROSE, artist
No. 1508. } L painter, of the town of Saint Louis, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of FELIS LEBRUN, of Verdun, said district, Defendant.

A lot of land situate in the municipality of Verdun, comprising twenty five feet in front, by one hundred and twelve feet six inches in depth, more or less; bounded in front by Ethel street, known and described as number two hundred and twenty six; of the subdivision of said lot number three thousand four hundred and five (3405-226), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal. With the reservation of a right of passage of eight feet in width by fifty feet in depth, in favor of lot number two hundred and twenty seven (227), of the same subdivision of three thousand four hundred and five (3405)—without any buildings. The proprietor of the said lot number two hundred and twenty six (226) has a right

nité à la mitoyenneté du mur de la maison maintenant construite sur le dit lot numéro deux cent vingt-sept (227).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 11 juillet 1905. 2537
[Première publication, 15 juillet 1905].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH JOANNETTE,
No 900. } tailleur de pierre, de la
paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal,
Demandeur ; contre les terres et tenements de
APPOLINAIRE PREVOST, de la municipalité du
village de Villaray, district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé à Cartierville, paroisse de Saint-Laurent, faisant partie du numéro vingt (20), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, contenant un quart d'arpent de largeur, mesure française, et quant à la profondeur, depuis le chemin public jusqu'à la Rivière des Prairies, et tenant d'un côté à G. A. Normandin, et de l'autre côté à Joseph Chabot—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 21 juin 1905. 2325-2
[Première publication, 24 juin 1905.]

without indemnity to the joint ownership of the wall of the house now erected on the said lot number two hundred and twenty seven (227).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 11th July, 1905. 2538
[First published, 15th July, 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH JOANNETTE,
No. 900. } stone cutter, of the parish of Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of APPOLINAIRE PREVOST, of the municipality of the village of Villaray, district of Montreal, Defendant.

A lot situate at Cartierville, parish of Saint Laurent, forming part of number twenty (20), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, containing one quarter of an arpent in width, french measure, and as to the depth, from the public road to river des Prairies, and bounded on one side by G. A. Normandin, and on the other side by Joseph Chabot—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 14th June, 1905. 2326
[First published, 24th June, 1905.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et eux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } DAME ALBINA
No 41. } ALIAS MARIE
ROSE LAROSE, Demanderesse : contre JOSEPH
CADIEUX, Défendeur.

1° Le lot numéro cent vingt-sept (127), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, contenant deux arpents de largeur sur huit arpents de longueur, plus ou moins—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites ;

2° Un autre lopin de terre situé en la même paroisse, rang Fort-George, mesurant deux arpents de front sur environ trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure ; borné d'un bout au terrain appartenant à la compagnie du chemin de fer Montréal, Portland et Boston, de l'autre aux terres du rang du Vide, d'un côté à Joseph Cadieux, père, et de l'autre au terrain ci-dessus en troisième lieu décrit ; tel lopin de terre formant partie du lot numéro cent soixante et onze (171), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse ;

3° Un autre lopin de terre de forme irrégulière, situé en la même paroisse, mesurant environ neuf arpents en superficie, sans garantie de mesure, formant partie du lot numéro cent soixante et douze (172), des dits plan et livre de renvoi officiels, et borné comme suit : en front par la compagnie du chemin de fer Montréal, Portland et Boston, en profondeur, partie par le terrain en premier lieu ci-dessus désigné, et partie par Amanda Gingras, d'un côté par Henri Fournier, et de l'autre côté par le terrain ci-dessus en deuxième lieu désigné.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : } DAME ALBINA ALIAS
No. 41. } MARIE ROSE LA-
ROSE, Plaintiff ; against JOSEPH CADIEUX,
Defendant,

1. Lot number one hundred and twenty seven (127), of the official cadastre of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, containing two acres in width and eight acres in length, more or less—with house, barn and other buildings thereon erected ;

2. Another lot in the same parish, situated on the range Fort-George, containing two acres in width and about three acres in length, more or less, without guarantee ; bounded at one end by the lot belonging to the Montreal, Portland and Boston Railway Company, at the other end by the lands of the range Du Vide, on one side by Joseph Cadieux, sr, and on the other by the lot hereunder described in number three ; said lot being part of lot number one hundred and seventy one (171), of the official cadastre of the said parish ;

3. Another lot of irregular form, situate in the same parish, having an area of about nine acres, more or less, without guarantee, being part of lot number one hundred and seventy two (172), of said official cadastre, and bounded as follows : in front by the Montreal, Portland and Boston Railway Company, at the other end, partly by the lot hereabove in first order described, and partly by Amanda Gingras, on one side by Henri Fournier, and on the other side by the lot above described in paragraph two.

Pour être vendus à la charge d'une rente viagère payable à M. Trefflé Blanchard, de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, et détaillée dans un acte de vente par le dit Trefflé Blanchard à Joseph Cadieux, fils, le défendeur, passé le 26 juin 1904, devant M^{re} G. Bombardier, notaire, sous le numéro 10855 de ses minutes, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Rouville, le 12 juillet 1904, au reg. B, vol. 44, page 68, No. 29,792.

Pour être vendus en un seul lot comme formant un seul et même établissement, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. M. BORDUAS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 11 juillet 1905. 2551
[Première publication, 15 juillet 1905.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } ALFRED MARCHIL-
No 371. } DON, Dé-
mandeur ; vs ALPHONSE DESROSIERS, Défendeur.

Une terre située sur le deuxième rang de la paroisse de Sainte-Sophie de Levrard, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins ; tenant au nord au chemin municipal du dit rang, et au sud au chemin public du rang voisin, joignant au nord-est au héritiers de Zoé Baril, et au sud-ouest à Ernest Beauchesne—avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances ; connue et désignée la dite terre comme étant le lot cadastral cinq cent quatre-vingt-dix-huit (598), pour la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, comprenant aussi la dite paroisse de Sainte-Sophie de Levrard.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sophie de Levrard, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

WILLIE LARIVIERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Trois-Rivières, 22 juin 1905. 2361-2
[Première publication, 24 juin 1905.]

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Central Agency Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Ses agents principaux, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est MM. Walter Wilson et Roger Armytage Batley, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 12 juillet 1905.

To be sold under the liability of a *rente viagère* to be paid to Mr. Trefflé Blanchard, of the said parish of Sainte Angèle de Monnoir, and described at length in a deed of sale by the said Trefflé Blanchard to Joseph Cadieux, jr., the defendant, passed on the 26th of June, 1904, before G. Bombardier, a public notary, under No. 10855 of his acts, and duly registered at the registry office for the county of Rouville, on the twelfth of July, 1904, Reg. B, vol. 44, folio 68, No. 29,792.

To be sold in one lot as a single establishment, at the church door of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. M. BORDUAS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 11th July, 1905. 2552
[First published, 15th July, 1905.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } ALFRED MARCHIL-
No. 371. } DON, Plaintiff ; vs.
ALPHONSE DESROSIERS, Defendant.

A land situate in the second range of the parish of Sainte Sophie de Levrard, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, more or less ; bounded on the north by the municipal road to the said range, and on the south by the public road of the adjoining range, on the north east by the heirs of Zoé Baril, and on the south west by Ernest Beauchesne—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; said land known and described as being the cadastral lot number five hundred and ninety eight (598), for the parish of Saint Pierre les Becquets, comprising also the said parish of Sainte Sophie de Levrard.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sophie de Levrard, on the TWENTY SIXTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

WILLIE LARIVIERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Three Rivers, 22nd June, 1905. 2362
[First published, 24th June, 1905.]

Government Notice

The "Central Agency Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agents, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, are Messrs. Walter Wilson and Roger Armytage Batley, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 12th July, 1905.

La compagnie "The Insurance Company of North America" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Ses agents principaux, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, sont MM. Robert Hampson & Son, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 12 juillet 1905.

La compagnie "The Roebing Construction Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph Ernest Perrault, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 12 juillet 1905.

La compagnie "The Home Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Fred. W. Evans, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 12 juillet 1905.

La compagnie "The Hartford Fire Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. H. A. Fromings, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 12 juillet 1905.

La compagnie "The Guardian Assurance Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Hugh Marshall Lambert, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 12 juillet 1905.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2703.

Dame Georgiana Heaganton, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, et dûment autorisée, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Joseph Pépin, son époux, du même lieu.

CODERRE, CEDRAS & MAGNAN,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 13 juillet 1905.

2567

The "Insurance Company of North America" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agents, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, are Messrs. Robert Hampson & Son, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 12th July, 1905.

"The Roebing Construction Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph Ernest Perrault, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 12th July, 1905.

The "Home Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings against it, is Mr. Fred. W. Evans, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 12th July, 1905.

The "Hartford Fire Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings against it, is Mr. H. A. Fromings, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 12th July, 1905.

The "Guardian Assurance Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Hugh Marshall Lambert, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 12th July, 1905.

2566

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2703.

Dame Georgiana Heaganton, of the city of Saint-Henri, district of Montreal, duly authorized, has, this day, taken an action in separation as to property against Joseph Pepin, her husband, of the same place.

CODERRE, CEDRAS & MAGNAN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th July, 1905.

2568

Avis est par les présentes donné que dans un mois à compter de la première publication de cet avis, l'association de bienfaisance et de secours mutuels, connue et désignée sous le nom de "Association Canado-Américaine," de Manchester, dans l'état de New-Hampshire, l'un des états-unis d'Amérique, présentera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, une requête pour être autorisée à faire des opérations dans la dite province, en vertu du 59 Vict., chap. 34.

La Haute-Cour de l'"Association Canado-Américaine."

CALIXTE MORIN,

Secrétaire-général.

Manchester, N.-H., 5 juillet 1905. 2501-2

Notice is hereby given that within one month from the first publication of this notice, the benefit and mutual help association known and described by the name of "Association Canado Américaine," of Manchester, in the state of New Hampshire, one of the united states of America, will present to the Lieutenant Governor in Council, a petition to be authorized to carry on business in the said province, in virtue of the act 59 Vict., ch. 34.

The High Court of the said "Association Canado Américaine."

CALIXTE MORIN,

General Secretary.

Manchester, N. H., 5th July, 1905. 2502

Avis de Faillites

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs dans l'affaire de R. A. Blais, de Causapsal, comté de Rimouski, marchand de bois, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, 12 juillet 1905.

2569

Bankrupt Notices

Notice is given that the undersigned have been appointed curators in the matter of R. A. Blais, of Causapsal, county of Rimouski, timber merchant, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Joint curators.

Quebec, 12th July, 1905.

2570

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 28.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bonneau vs Bonneau, 1098 ; Heaganton vs Pépin, 1107 ; Kimmerman vs Fred, 1097 ; Lapointe vs Simard, 1097 ; Little vs Dickson, 1098 ; O'Reilly vs Calvé, 1098.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dame Lafortune vs Morin, 1098.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1089.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Tarif de péage :—Rivière du Sud, 1069.

AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Ætna Life Insurance Coy, 1091 ; Booth Cooper Coy, 1091 ; Traders Fire Insurance Co, 1091 ; London & Lancashire Life Insurance Coy, 1091 ; Traveler Insurance Coy, 1091 ; American Surety Co, 1092 ; Canadian Gas & Oil Co, 1001 ; The Phoenix Insurance Co, 1091 ; Central Agency, 1106 ; Insurance Company of North America, 1107 ; Roebing Construction Co, 1107 ; Home Insurance Coy, 1107 ; Hartford Fire Insurance Coy, 1107.

AVIS :—Association Canado Américaine, 1108 ; Loi des différends ouvriers de Québec, 1094.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1095 ; Conseil législatif, 1094.

EXAMENS :—Pour les inspecteurs d'écoles, 1092.

FAILLIS :—Bergeron, 1099 ; Blais, 1108 ; Bothamley et al, 1100 ; Coulombe, 1099 ; D'Amour, 1099 ; Durocher & Cie, 1100 ; Dme Maillet et vir, 1099 ; Dme Maynard, 1098 ; Drouin, 1099 ; Ferland, L. P., 1098 ; Gaucher, J. B., 1100.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 28.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bonneau vs Bonneau, 1098 ; Heaganton vs Pépin, 1107 ; Kimmerman vs Fred, 1097 ; Lapointe vs Simard, 1097 ; Little vs Dickson, 1098 ; O'Reilly vs Calvé, 1098.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dame Lafortune vs Morin, 1098.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1089.

ORDER IN COUNCIL :—Tariff of tolls :—Rivière du Sud, 1069.

AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Ætna Life Insurance Coy, 1091 ; Booth Cooper Coy, 1091 ; Traders Fire Insurance Coy, 1091 ; London & Lancashire Life Insurance Coy, 1091 ; Traveler Insurance Coy, 1091 ; American Surety Co, 1092 ; Canadian Gas Oil & Co, 1092 ; The Phoenix Insurance Co, 1091 ; Central Agency, 1106 ; Insurance Company of North America, 1107 ; Roebing Construction Co, 1107 ; Home Insurance Coy, 1107 ; Hartford Fire Insurance Coy, 1107.

NOTICE :—Association Canado Américaine, 1108 ; The Quebec Trade Disputes Act, 1094.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1095 ; Legislative Council, 1094.

EXAMINATIONS :—For school inspectors, 1092.

INSOLVENTS :—Bergeron, 1099 ; Blais, 1108 ; Bothamley et al, 1100 ; Coulombe, 1099 ; D'Amour, 1099 ; Durocher & Cie, 1100 ; Dme Maillet et vir, 1099 ; Dme Maynard, 1098 ; Drouin, 1099 ; Ferland, L. P., 1098 ; Gaucher, J. B., 1100.

LETTRE PATENTE :—Lightning Cashier Co, 1092.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER
DANS UNE SEULE LANGUE :—Canton Turgeon,
comté Labelle, 1093.

NOMINATIONS :—Commissaire d'écoles protestantes :
—Révd. B. Watkins, de Québec, 1090.

Coroner conjoint :—A. Longpré & J. T. D. Fontaine,
1089.

Juges de paix :—Chicoutimi, 1089 ; Montreal,
1089 ; Québec, 1089 ; Terrebonne, 1089.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—
Raoult Dumouchel, 1093.

PROCLAMATION :— Convocation des chambres, 1090.

VENTES PAR LES SHERIFFS

BEAUCE :—Allan vs Villeneuve, 1100.

GASPÉ :—LeGrand vs Ouellet, 1101.

IBERVILLE :—Société Permanente de Construction
d'Iberville vs Dme Lacouture et al, 1102 ;
Ville de Saint-Jean vs Macdonald ès-qual, 1101.

KAMOURASKA :— Grandmaison vs Desagnés,
1103.

MONTREAL :—Dme Tiffin vs Binmore, 1104 ; Jean-
nette vs Prevost, 1105 ; Larose vs Lebrun,
1104.

SAINT-HYACINTHE :—Dme Larose vs Cadieux,
1105.

TROIS RIVIÈRES :— Marchildon vs Desrosiers,
1106.

LETTERS PATENT :—Lightning Cashier Co, 1092.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE
LANGUAGE ONLY :—Township Turgeon, county
of Labelle, 1093.

APPOINTMENTS :—Protestant school commission :—
Rev. B. Watkins, of Quebec, 1090.

Joint coroner :—A. Longpré & J. T. D. Fontaine,
1089.

Justices of the peace :— Chicoutimi, 1089 ;
Montreal, 1089 ; Quebec, 1089 ; Terrebonne,
1089.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—
Raoult Dumouchel, 1093.

PROCLAMATION :— Parliament convoked, 1090.

SHERIFFS' SALES

BEAUCE :—Allan vs Villeneuve, 1100.

GASPE :—LeGrand vs Ouellet, 1101.

IBERVILLE :—Société Permanente de Construction
d'Iberville vs Dme Lacouture et al, 1102 ; Ville
de Saint Jean vs Macdonald ès-qual, 1101.

KAMOURASKA :— Grandmaison vs Desagnés,
1103.

MONTREAL :—Dme Tiffin vs Binmore, 1104 ;
Jeannette vs Prevost, 1105 ; Larose vs Lebrun,
1104.

SAINT HYACINTH :—Dme Larose vs Cadieux,
1105.

THREE RIVERS :— Marchildon vs Desrosiers,
1106.

